



Edito

Pouvoir d'achat : le gouvernement doit agir !

Défendons l'école, défendons nos enfants

Elèves, parents et enseignants se sont mobilisés ces derniers mois contre la baisse aveugle des moyens dans les écoles, collèges et lycées. **149 postes d'enseignants sont ainsi supprimés dans les Yvelines** (ainsi que des postes administratifs), des classes vont disparaître entraînant de graves conséquences :

augmentation des effectifs, impossibilité de redoubler en terminale faute de place, suppression d'options, de travaux de groupe, de dédoublement en langue vivante, d'heures d'aide et de soutien pour les élèves en difficulté...

Le gouvernement est resté sourd aux revendications des manifestants. Pourtant, **ces demandes sont justes**, et nous les soutenons encore. D'autant que **les suppressions de postes vont augmenter les prochaines années**, on annonce 20 000 suppressions en 2009 et autant en 2010.

Il ne faut pas se laisser faire. L'Éducation doit être une priorité.

La réussite et l'avenir de nos enfants sont en jeu.

Guillaume QUEVAREC
Conseiller municipal

Nicolas Sarkozy l'avait promis : il serait le président du pouvoir d'achat. Un an après, la réalité l'a rattrapé.

Aujourd'hui, les Français doivent économiser sur les loisirs, leurs transports, les soins médicaux ou l'alimentation pour boucler leurs fins de mois (à cause des hausses du gaz, de l'essence, des aliments...).

Face à cette crise, la seule réponse apportée par le gouvernement est la rigueur : baisse aveugle du nombre d'enseignants, baisse des allocations familiales, franchises médicales, offensive sur les retraites (faible hausse des pensions et allongement de la durée de cotisation)...

Cette politique est désastreuse. Notre pays a au contraire besoin de retrouver sa confiance, condition indispensable pour que l'investissement et la croissance reviennent.

C'est pourquoi le Parti Socialiste fait des propositions concrètes avec effets immédiats sur le pouvoir d'achat :

- **Agir pour les salaires** : organiser une conférence des salaires pour augmenter le Smic et les rémunérations en liant l'exonération des cotisations sociales à l'augmentation des salaires ;

- **Lutter contre l'inflation des loyers** : encadrer les loyers et soutenir le logement social et l'accès à la propriété.

- **Consommation et vie courante** : baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et généralisation du « chèque transport » pour aider les salariés dans leur transport (financé par un prélèvement sur les super profits des compagnies pétrolières)

- **Refaire de la santé un droit** : annulation des franchises santé et de toutes « les taxes sur la maladie » instaurées depuis 2002.

Bédier condamné, Vialay héritier du système

La condamnation de Pierre Bédier a été confirmée en appel : 18 mois de prison avec sursis, 3 ans sans droit civique, non éligible 6 ans **pour corruption** et recel d'abus de biens sociaux.

P Bédier ne peut donc plus se réfugier derrière la présomption d'innocence, la cour de cassation ne se prononçant que sur la forme et non sur le fond de l'affaire.

L'exemple d'un élu « *délinquant* » **salit l'image de Mantes**. P. Bédier doit démissionner de ses mandats.

Quand on est condamné 2 fois pour corruption, on démissionne !

Au delà de l'individu, **c'est tout un système qui a été condamné**, système dont Michel Vialay est l'héritier. **M. Vialay doit tout à P Bédier**. C'est grâce à lui qu'il a été élu, ils ont fait campagne ensemble.

Mais le maire a toujours refusé de porter plainte pour le préjudice subi par les finances de la ville. **Nous demandons à Michel Vialay de se démarquer en portant enfin plainte pour que la ville obtienne réparation.**

Ce serait un signal fort envoyé à la population.

Ensemble, pour Mantes-la-Jolie



Pierre Bédier & Michel Vialay

Président du Conseil général des Yvelines Maire de Mantes-la-Jolie

Mantes-la-Jolie, ville d'avenir

Membres du Parti Socialiste de Mantes-la-Jolie - 1, Cours de la République - 78201 Mantes-la-Jolie - Tél. 01 39 49 19 11 - Email : ps@psmantes-lajolie.fr

Mini-motos, nos rues ne sont pas un circuit !



Tous les week-ends et de nombreux soirs, c'est le même scénario. Les nuisances provoquées par les quads, mini-motos ou motocross empoisonnent la vie des Mantais, particulièrement autour des lacs et dans le quartier du Val Fourré. Or, nous le disons clairement, CHAQUE Mantais a le droit de vivre dans un environnement sain et tranquille.

Fin avril, un enfant a été renversé dans un square. Il faut agir !

Nous avons proposé :

- **de créer rapidement un terrain dédié à ces engins**, à l'écart des habitations, pour leur permettre de pratiquer leurs loisirs dans un lieu où ils ne dérangeront personne. Tout le monde serait gagnant.

- **de prendre un arrêté interdisant l'utilisation des mini-motos "sur les voies ouvertes à la circulation publique"**, sur le territoire de la commune, comme le permet la loi nouvellement votée.

Le maire a simplement indiqué que des « réflexions sont à l'étude ». **Vite, il y a urgence !**

Ndèye Satala DIOP, conseillère municipale



Encore + 2,8% de hausse des tarifs municipaux : STOP !

Nous avons voté contre la nouvelle hausse de la cantine et des services périscolaires. A l'heure où le pouvoir d'achat des Français se dégrade, cette hausse nous paraît trop importante.

Suite à la remarque de parents d'élèves, nous avons alerté le maire sur les différences de prix importantes entre l'accueil du matin maternel et primaire, souvent 3 fois plus cher pour le primaire. Nous avons demandé de baisser le prix pour le primaire. Cela a été refusé.

Nous avons voté pour :

- les travaux dans la crèche Clémenceau « pain d'épice » et son passage de 53 à 60 enfants accueillis.

- les travaux de rénovation du gymnase Lucan, s'ils intègrent bien les normes HQE (haute qualité environnementale). Nous soutenons l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques.

Tensions dans les écoles de la ville

La manière dont la ville gère ses employés pose problème...

L'adoption d'un nouveau règlement pour les gardiens d'école ne passe pas (nous nous sommes abstenus). Sous couvert d'équité entre les gardiens, il entraîne une surcharge de travail (compensé par le fait qu'ils ne vont plus travailler durant certaines heures d'ouverture des écoles !). Face à la pénurie de femmes de ménage dans les écoles, la ville refuse d'embaucher et préfère transférer le travail sur les gardiens... ce qui perturbe le bon fonctionnement des écoles et pose des problèmes d'organisation aux enseignants. Nous avons demandé au maire de revoir ses décisions et de garantir la qualité du service public.

Mais nous avons dénoncé les opérations au coup par coup et réclamé un plan d'ensemble en matière de développement durable, qui manque cruellement, type Agenda 21. Car cette démarche implique un vrai débat avec la population, des réunions de concertation, suivies d'engagements de la mairie précis et vérifiables.

- les actions de coopération décentralisée avec le Sénégal et le Maroc.
- les postes ouverts de la CAMY, qui permettent à des jeunes éloignés de l'emploi de retravailler, essentiellement dans le domaine des espaces verts. Grâce à l'excellent travail des associations AFPI et EVE.

Installation de caméras de vidéo-surveillance : ce n'est pas la solution...

Toute la gauche a voté contre l'installation de 17 caméras sur 14 sites et la réactivation des 10 caméras situées sur la dalle du val fourré.

Nous avons dénoncé leur implantation, 10 autour du val fourré pour « visualiser les entrées/sorties dans certains quartiers dit sensibles ». Ce quartier n'est donc, pour la ville, qu'un danger et une source de problème ?

Nous nous sommes inquiétés des atteintes à la vie privée et avons exigé une large concertation avec les riverains.

Nous avons enfin proposé d'utiliser l'argent (700 000 euros) pour renforcer la présence humaine (gardiens, policiers, éducateurs, animateurs...) sur le terrain, seul réel moyen efficace, selon nous, de prévention et de répression. Le maire a refusé.

Nous rejoindre, c'est faire progresser les débats de notre société

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

E-mail :

Je souhaite prendre contact avec l'équipe socialiste de Mantes-la-Jolie

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

à renvoyer au Parti Socialiste 11 place Saint Maclou 78200 Mantes-la-Jolie Tel : 01 30 98 07 50.

Blog : www.pourreussirensemble.com ; Permanence : samedi matin de 10h à 12h.